



DEFEND DEFENDERS

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

Conseil des droits de l'homme de l'ONU – 59^{ème} session ordinaire

Point 4 : Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur le Burundi

Intervention orale

Intervention lue par : Nicolas Agostini

Monsieur le Président, Monsieur le Rapporteur spécial,

Nous saluons votre mise à jour et appelons les États à soutenir le renouvellement de votre mandat lors de la 60^{ème} session du Conseil, en septembre-octobre 2025.

La surveillance internationale de la situation des droits humains au Burundi demeure essentielle. De nombreuses irrégularités ont entaché les élections législatives et communales du 5 juin 2025, au cours desquelles le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, a remporté plus de 96% des voix et tous les sièges à l'Assemblée nationale, ainsi que la quasi-totalité des sièges aux élections communales. Les responsables du CNDD-FDD et sa ligue de jeunes, la milice *Imbonerakure*, ont intimidé, harcelé et menacé la population, et des figures clefs de l'opposition ont été empêchées de se présenter, ce qui a conduit à des « élections sans opposition ». D'éminentes organisations burundaises de défense des droits humains ont dénoncé ces irrégularités et appelé à de nouvelles élections.

Après avoir sévèrement restreint l'espace démocratique et civique, le gouvernement accuse désormais ceux qui contestent les résultats des élections de menacer la « paix nationale ». Le Burundi est entré dans un long cycle électoral, qui culminera avec l'élection présidentielle de mai 2027. Si l'histoire doit servir de guide, nous craignons le pire, car les facteurs de risque de violations, notamment ceux mis en exergue par le Cadre d'analyse des atrocités criminelles de l'ONU, se multiplient.

Toutes les voix critiques sont visées. Une déclaration des évêques catholiques, énumérant les irrégularités et déplorant la mauvaise gestion des élections par les autorités, a ainsi déclenché des accusations de « déstabilisation de la paix et de la sécurité » de la part du gouvernement. Un prêtre catholique, l'abbé Paul Butoyi, a été arrêté et brièvement détenu après avoir critiqué le déroulement des élections et appelé les chrétiens à « rester unis ».

Toutes les violations des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que l'impunité généralisée dénoncées par l'Enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi (EINUB), la Commission d'enquête (COI) et le Rapporteur spécial (RS) se poursuivent.

M. Zongo :

Quelle est votre évaluation de l'impact des violences persistantes dans l'est de la RDC sur la situation déjà fragile au Burundi, et quelles sont, selon vous, les priorités en matière de monitoring dans ce contexte ?

Je vous remercie pour votre attention.



DEFEND DEFENDERS

East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project

UN Human Rights Council – 59th regular session

Item 4: Interactive dialogue with the Special Rapporteur on Burundi

Oral statement

Delivered by: Nicolas Agostini

[Statement delivered in French – Check against delivery]

Mr. President, Mr. Special Rapporteur,

We welcome your update and call on states to support the extension of your mandate at the Council's 60th session, in September-October 2025.

International scrutiny of Burundi's human rights situation remains [vital](#). Multiple irregularities marred the 5 June 2025 legislative and communal elections, in which the ruling CNDD-FDD party won over 96% of votes and all National Assembly seats, as well as almost every seat in commune-level election. CNDD-FDD officials and its youth league, the *Imbonerakure* militia, intimidated, harassed, and threatened the population, and key opposition figures were barred from running – leading to "[elections without opposition](#)." Prominent Burundian human rights organisations [denounced](#) these irregularities and called for new elections.

After severely restricting the democratic and civic space, the government is now accusing those who contest election results of being threats to "national peace." Burundi has entered a long election cycle, which will culminate with the May 2027 presidential poll. If history is any guide, we fear the worst as risk factors of violations, including those highlighted in the UN's [Framework of Analysis for Atrocity Crimes](#), are multiplying.

All critical voices are targeted. A [statement](#) by catholic bishops, listing irregularities and lamenting the authorities' poor management of elections, triggered accusations, by the government, of "destabilizing peace and security." One catholic priest, [Abbé Paul Butoyi](#), was arrested and briefly detained after criticising electoral operations and calling on Christians to "stay united."

All violations of civil, political, economic, social and cultural rights, as well as the widespread impunity reported by the UN Independent Investigation on Burundi ([UNIIB](#)), the Commission of Inquiry ([COI](#)), and the Special Rapporteur ([SR](#)) are ongoing.

Mr. Zongo:

What is your assessment of the impact of ongoing violence in the Eastern DRC on the already fragile human rights situation in Burundi, and what priorities do you see for human rights monitoring in this context?

Thank you for your attention.